

3rd GLOBAL REPORT ON ADULT LEARNING AND EDUCATION



Monitoring survey results for Belgium

| | |
|---|----------------------------------|
| UNESCO Region | North America and Western Europe |
| 1.1. Does your country have an official definition of ALE? | No |
| 1.1.1. Enter the official definition of ALE here: | |
| 1.2. Has the official definition of ALE changed since 2009? | No |
| 1.2.1. What were the reasons for this change? | |
| 1.3. Are literacy and basic skills a top priority for ALE programmes in your country? | Yes |

1.3.1. Describe here the key points of your country's policy approach to literacy and basic skills.

En ce qui concerne l'acquisition des compétences de base et compétences transversales, les 8 compétences-clés de l'UE ainsi que l'alphabetisation, la situation est variable suivant les Régions et les opérateurs en termes de mise en œuvre et de reporting. Ces 4 thématiques apparaissent dans les Déclarations de politique gouvernementale en lien avec l'insertion sociale, la requalification et l'emploi. En Belgique francophone, l'offre de formation pour les publics pas ou peu scolarisés et ne maîtrisant pas les compétences équivalentes à celles de la fin du niveau élémentaire (obtention du CEB en fin des études primaires) est multiple tant pour les publics francophones que pour les publics allophones. Il n'existe pas de dispositif législatif spécifique et unique pour l'alphabetisation. L'action d'alphabetisation est d'autant plus difficile à cerner que certaines politiques éducatives ont une portée régionale et que les dispositifs qui l'encadrent ont généralement une portée plus large et traitent de questions aussi diverses que l'éducation permanente, l'insertion socioprofessionnelle ou encore l'action sociale ou la cohésion sociale. L'alphabetisation des adultes est donc mise en œuvre au travers d'un faisceau de politiques qui dépendent d'institutions et d'administrations différentes selon les Entités fédérées dont elles relèvent.

1. Poursuite des politiques en matière d'alphabetisation des principaux secteurs impliqués dans l'alphabetisation des adultes : FEDERATION WALLONIE BRUXELLES • Enseignement de Promotion sociale / Fédération Wallonie-Bruxelles : (Enseignement – Education formelle) Pour ce qui concerne l'Enseignement de Promotion sociale, les formations mises en place au cours des années antérieures sont poursuivies par 79 établissements recensés en 2011-2012 et en 2012-2013 à Bruxelles et en Wallonie via l'organisation d'Unités d'enseignement (UE) : • UE en alphabetisation (niveaux 1 à 4), • UE en FLE 'débutant' (niveau A et niveau B), • UE 'formation de base en langue française' (niveaux 1 à 3), • UE 'remise à niveau-compétences générales', • UE 'remédiation en français', • UE 'CEB- français-mathématique' et UE 'CEB-citoyenneté' Il faut aussi noter le renforcement de l'offre de formation notamment en milieu carcéral à travers le projet FSE 'Reinsert' porté par la Direction de l'Enseignement de Promotion sociale. Ce type de formation donne la possibilité aux participants d'obtenir une certification au terme de la formation. • Education permanente / Fédération Wallonie-Bruxelles : (Culture – Education non formelle) Le secteur de l'Education poursuit le soutien d'actions d'alphabetisation et d'activités liées à l'alphabetisation à travers la reconnaissance d'associations dans le cadre du décret sur l'action associative dans le champ de l'éducation permanente du 17 juillet 2003. Aucune autre condition d'accès n'est précisée par la législation. Les associations définissent elles-mêmes leur cadre d'intervention en fonction de leur projet et de leurs publics. La reconnaissance en Education permanente implique d'être reconnu dans au moins un de ces 4 axes : Axe 1 : Participation, éducation et formation citoyenne Axe 2 : Formation d'animateurs, de formateurs et d'acteurs associatifs Axe 3 : Production de services ou d'analyses et d'études § Axe 3.1 : production de Services, de ressources documentaires et/ou d'outils pédagogiques § Axe 3.2 : production d'analyses et études Axe 4 : Sensibilisation et information (Campagnes) Le nombre d'organismes reconnus dans le cadre de ce décret du 17 juillet 2003 qui renseignent une activité d'alphabetisation demeure stable : une trentaine dont le mouvement Lire et Ecrire, Alpha Mons-Borinage et le Collectif d'alphabetisation. Ces asbl mènent un large panel d'actions régulières ou ponctuelles avec un public d'apprenants : • Formation Alpha – Alpha FLE, • Savoirs de base dont formation de base et FLE de base, • Intergénérationnel, Alpha familiale, soutien à la parentalité, table de conversation, • Citoyenneté/ compréhension des codes culturels et sociaux, • Réunions thématiques et groupes de réflexion, • Activités culturelles-socioculturelles (visites, ateliers créatifs, conférences, promotion de la lecture...), • Accueil des participants. Le nombre d'organismes reconnus dans le cadre du décret du 17 juillet 2003 qui renseignent une activité d'alphabetisation demeure stable : une trentaine dont le mouvement Lire et Ecrire, Alpha Mons-Borinage et le Collectif d'alphabetisation. Ces asbl mènent un large panel d'actions régulières ou ponctuelles avec un public d'apprenants. Les associations et mouvements reconnus en Education permanente peuvent aussi mener d'autres activités en lien avec l'alphabetisation : campagnes, actions de sensibilisation,

formation des formateurs et du personnel en contact avec le public en alphabétisation, réalisation de matériel pédagogique ...COCOF- Commission communautaire française de la REGION DE BRUXELLES-CAPITALE • Cohésion sociale /Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale : (Education non formelle) Le dispositif de Cohésion sociale repose sur le décret du 13 mai 2004 et sur ses arrêtés d'application de ce décret : « Par cohésion sociale, on entend l'ensemble des processus sociaux qui contribuent à assurer à tous les individus ou groupes d'individus, quels que soient leur origine nationale ou ethnique, leur appartenance culturelle, religieuse ou philosophique, leur statut social, leur niveau socio- économique, leur âge, leur orientation sexuelle ou leur santé, l'égalité des chances et des conditions, le bien-être économique, social et culturel, afin de permettre à chacun de participer activement à la société et d'y être reconnu. Ces processus visent en particulier la lutte contre toute forme de discrimination et d'exclusion sociale par le développement de politiques d'intégration sociale, d'interculturalité, de diversité socioculturelle et de cohabitation des différentes communautés locales. Ils sont mis en œuvre, notamment, par le développement d'une action communautaire de quartier et du travail en réseau ». Avec le quinquennat 'Cohésion sociale 2011-2015', on a assisté à une augmentation du nombre de projets subventionnés pour des actions d'alphabétisation puis à une stabilisation de la situation notamment dans le cadre des contrats régionaux qui pour certaines asbl proposent plusieurs lieux différents de formation. Pour le quinquennat 2016-2020, de nouvelles priorités seront arrêtées. • Formation professionnelle /Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale : (Education non formelle) A Bruxelles, la politique de formation professionnelle destinée aux chercheurs d'emploi implique différents partenaires : Actiris, Bruxelles Formation secteur Formation professionnelle de la COCOF. La politique d'insertion socioprofessionnelle est menée dans le cadre du décret du 27 avril 1995 via l'agrément et le financement des OISP partenaires de Bruxelles Formation. La Commission communautaire française (COCOF) agréé les OISP (Organismes d'insertion socioprofessionnelle) sur base des conventions de partenariat établies avec Bruxelles Formation et attribue des budgets liés aux opérations de formation; Bruxelles Formation prend en charge les frais stagiaires des OISP, constitués d'un défraiement et de frais de déplacement ; Actiris - anciennement Orbem - subventionne le volet guidance. Bruxelles formation octroie également un budget pour les actions conventionnées dans le cadre de l'article 6. Dans le cadre de la formation professionnelle, la politique d'alphabétisation concerne : les 9 organismes d'ISP qui dispensent des formations en alphabétisation (entre autres activités pour la plupart) et qui sont agréés et subventionnés par la Commission communautaire française sur base du décret du 27 avril 1995. A Bruxelles, les OISP actifs en Alpha bénéficient notamment d'un financement FSE en plus des subsides régionaux du secteur de la formation professionnelle.LA WALLONIE • Formation professionnelle /La Wallonie Les Organismes d'insertion socioprofessionnelle (OISP) et les Entreprises de formation par le travail (EFT), agréés par la Wallonie, œuvrent à l'insertion sociale et professionnelle de publics adultes en difficulté d'accès à l'emploi pour des motifs tant sociaux que de faible niveau de scolarité ou encore, d'éloignement prolongé du marché de l'emploi. Ce réseau qui compte 157 associations, réparties sur l'ensemble de la Wallonie, accueille en formation plus de 16.850 personnes (demandeurs d'emploi inoccupés) pour un volume de plus de 6 millions d'heures de formation. Au cours de la période 2008-2013, on constate une croissance continue du nombre d'heures de formation en alphabétisation (plus 257.980 heures ou 45%) avec un léger fléchissement en 2013 (moins 21.210 heures ou 2%). Le décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP) est certes entré en vigueur, mais il n'est pas pleinement exécuté.2. Mise en place de nouvelles politiques • Cohésion sociale /Wallonie : Un décret relatif au plan de Cohésion sociale dans les villes et communes wallonnes de 2008 entre en vigueur en 2009. Le plan de Cohésion sociale 2009-2013 concerne 147 communes wallonnes. Au travers la mise en œuvre des Plans de Cohésion sociale, la Wallonie impulse une politique novatrice orientée vers une prise en compte de la précarité en concevant un plan de manière participative au

sein de la politique communale, favorisant les partenariats. Pour la nouvelle programmation PCS 2014-2019, suite aux recommandations formulées par Lire et Ecrire, les actions d'alphabétisation et d'apprentissage du français peuvent désormais s'inscrire dans les différents axes du PCS même si la thématique « alphabétisation » est reprise en tant que telle dans l'axe 1 (ISP). L'appel à projets PCS 2014-2019 permet d'inscrire des actions simultanément dans plusieurs axes. Pour l'alphabétisation sont concernés en particulier dans les axes 1 et 4. Parmi les différents types d'actions initiées lors de la programmation précédente, on retrouve dans les PCS les thématiques suivantes : atelier d'alphabétisation orale Atelier d'écrivain public ; Cours de FLE (Français Langue Étrangère), Alphabétisation familiale, soutien à la parentalité (Permettre aux parents en difficulté d'acquérir les compétences nécessaires pour suivre la scolarité de leurs enfants) mise en place au niveau local d'une plate-forme d'alphabétisation comme outil de développement culturel et personnel par le biais d'ateliers et d'activités diverses ; Ateliers d'écriture et de lecture ; Accès à l'information et la formation ; Remises à niveau ; Développement de l'estime et de la confiance en soi ; Formation des travailleurs sociaux en alphabétisation et animations au sein des quartiers ; Insertion socioprofessionnelle des stagiaires, demandeurs d'emploi ; Favoriser l'émergence de la demande d'un public difficile à toucher... • Mise en place par les Autorités régionales bruxelloises et wallonnes de politiques d'accueil des primo-arrivants à Bruxelles (Décret du 5 juillet 2013) et en Wallonie (Décret du 27 mars 2014) prévoyant des modules d'acquisition du français et des modules de citoyenneté pour faciliter l'insertion de ces personnes d'origine étrangère dont la mise en place est en cours en 2015. Formation Professionnelle : Commission Communautaire Française de la région de Bruxelles Capitale L'accord de majorité 2014-2019 prévoit 2 grandes mesures pour augmenter le nombre de places en formation :- À l'horizon 2020, le nombre d'apprentis (formation en alternance 15-25 ans) doit doubler et atteindre le chiffre de 1500 apprenants.- A l'horizon 2020, 20.000 places de formation devront être offertes annuellement aux demandeurs d'emploi par Bruxelles formation et ses partenaires.3. Mise en place de dispositifs de concertation Plusieurs dispositifs transversaux de concertation sont actuellement mis en place. Cette volonté de concertation et de coordination montre la préoccupation des autorités à l'égard des adultes pas ou peu scolarisés qu'ils soient francophones ou allophones afin de leur offrir la formation la mieux adaptée à leurs besoins spécifiques et à leur projet et cela quel que soit leur projet et leur âge:- Poursuite des travaux du Comité de pilotage sur l'alphabétisation des adultes depuis 2005, publication de 7 Etats des lieux de l'alphabétisation, implication du CP Alpha dans la gestion du portefeuille de projets Alpha-FLE-Formation dans le cadre des programmations 2007-2013 et 2014-2020- Présence d'observateurs issus du monde de la formation en alphabétisation dans les instances Bassins EFE (Enseignement qualifiant-Formation-Emploi), dispositifs territoriaux créés en 2014 en Wallonie et à Bruxelles et mis en place au cours de l'année 2015. Les instances 'Bassins EFE' réunissent les principaux acteurs de l'éducation formelle et de l'éducation non formelle à cette échelle territoriale. Les différentes Entités ont adopté les décrets portant assentiment de l'Accord de coopération : • en Wallonie, décret adopté le 24 avril 2014 et publié au Moniteur belge en date du 25 juin 2014, • pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, décret adopté le 11 avril 2014 et publié au Moniteur belge en date du 28 août 2014, • pour la COCOF, décret adopté le 24 avril 2014 et publié au Moniteur belge en date du 12 novembre 2014. Cette volonté de dialogue et de coopération se retrouve sur le plan européen :- Création d'une cellule éducation des adultes au sein de la Direction des Relations internationales du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles- Dans le cadre des appels à projets européens en lien avec les politiques d'adultes, la Fédération Wallonie-Bruxelles s'est inscrite dans le projet de « Coordination nationale » relatif à la mise en œuvre de l'agenda européen des politiques d'adultes 2014-2015 ainsi que dans le projet « EPALE » relatif à la mise en œuvre dans chaque pays de la plateforme européenne regroupant tout ce qui est relatif à l'éducation des adultes- Participation du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles au réseau européen, European Basic Skill Network (EBSN)4. Intervention des

| | |
|--|--|
| | <p>Autorités européennes L'intervention des autorités européennes à travers des programmes des Agence FSE et Agence AEF-Europe est un paramètre essentiel pour le développement de politiques nationales en matière d'éducation des adultes et ce dans la perspective d'atteindre les objectifs « Europe 2020 » :- Moyens conjoncturels alloués par le FSE intervenant pour compléter les moyens structurels investis par les Etats dans les secteurs de l'éducation formelle et de l'éducation non formelle à travers des projets de formation visant les publics adultes infrascolarisés. L'Enseignement de Promotion sociale (EPS), outre son offre structurelle d'enseignement en alphabétisation, français langue étrangère et formations de base, déploie une action spécifique en milieu carcéral avec le soutien du Fonds social européen (FSE). A Bruxelles, les OISP actifs en Alpha bénéficient notamment d'un financement FSE en plus des subsides régionaux du secteur de la formation professionnelle. Il en va de même pour les associations d'Education permanente comme Lire et Ecrire qui mène des projets-pilotes dans ce cadre.- Un portefeuille de projets FSE spécifique « Alphabétisation-Français langue étrangère- Formation de base » a été constitué su</p> |
| <p>1.4. Would your country's ALE stakeholders agree or disagree with the following statements? We are not asking for your personal views. [Youth education and ALE are seen part of an integrated whole.]</p> | <p>agree</p> |
| <p>1.4. Would your country's ALE stakeholders agree or disagree with the following statements? We are not asking for your personal views. [ALE policy addresses learning processes and teacher-learner relations.]</p> | <p>agree</p> |

| | |
|---|----------------------|
| <p>1.4. Would your country's ALE stakeholders agree or disagree with the following statements? We are not asking for your personal views. [ALE is such a diverse sector of provision that it is difficult to define precisely.]</p> | <p>agree</p> |
| <p>1.4. Would your country's ALE stakeholders agree or disagree with the following statements? We are not asking for your personal views. [Adult learning and adult education are the same thing.]</p> | <p>disagree</p> |
| <p>1.4. Would your country's ALE stakeholders agree or disagree with the following statements? We are not asking for your personal views. [ALE and continuing vocational education and training are not integrated.]</p> | <p>agree</p> |
| <p>1.4. Would your country's ALE stakeholders agree or disagree with the following statements? We are not asking for your personal views. [New technologies have fundamentally changed the scope of our ALE practice.]</p> | <p>tend to agree</p> |
| <p>1.4. Would your country's ALE stakeholders agree or disagree with the following statements? We are not asking for your personal views. [Demographic trends (e.g. ageing societies and migration patterns) are making ALE policy much more important than it used to be.]</p> | <p>agree</p> |

| | |
|---|----------------------------------|
| 1.4. Would your country's ALE stakeholders agree or disagree with the following statements? We are not asking for your personal views. [ALE policy identifies non-formal and informal learning as important.] | agree |
| 1.5. Has your country formulated a CONFINTEA VI action plan following the BFA? | No |
| 1.5.1. What areas does it cover? [Adult literacy] | Not selected |
| 1.5.1. What areas does it cover? [Policy] | Not selected |
| 1.5.1. What areas does it cover? [Governance] | Not selected |
| 1.5.1. What areas does it cover? [Financing] | Not selected |
| 1.5.1. What areas does it cover? [Participation] | Not selected |
| 1.5.1. What areas does it cover? [Quality] | Not selected |
| 1.5.1. What areas does it cover? [Other] | |
| 2.1. Overall, would you say that since 2009 your country ... | is at the same level as in 2009? |
| 2.1.1. Provide the most significant indicator of this regression here. | |
| 2.1.1. Provide the most significant indicator of this progress here. | |
| 2.2. Which target groups of (potential) learners are especially important in ALE policies in your country? Check up to five groups. [Individuals seeking personal growth and widening of knowledge horizons] | Not selected |
| 2.2. Which target groups of (potential) learners are especially important in ALE policies in your country? Check up to five groups. [Individuals seeking to update work-relevant knowledge and skills] | Yes |

| | |
|---|---------------------|
| <p>2.2. Which target groups of (potential) learners are especially important in ALE policies in your country? Check up to five groups. [Women and men in mid-life transitions (e.g. change in employment status; personal, health and family challenges)]</p> | <p>Not selected</p> |
| <p>2.2. Which target groups of (potential) learners are especially important in ALE policies in your country? Check up to five groups. [Individuals seeking recognition for prior learning (especially non-formally and informally acquired)]</p> | <p>Yes</p> |
| <p>2.2. Which target groups of (potential) learners are especially important in ALE policies in your country? Check up to five groups. [Socially excluded groups (e.g. homeless people, [ex-]prisoners; adults with mental health problems)]</p> | <p>Not selected</p> |
| <p>2.2. Which target groups of (potential) learners are especially important in ALE policies in your country? Check up to five groups. [Adults with low-level literacy or basic skills]</p> | <p>Yes</p> |
| <p>2.2. Which target groups of (potential) learners are especially important in ALE policies in your country? Check up to five groups. [Workers in low-skill, low-wage or precarious positions]</p> | <p>Not selected</p> |
| <p>2.2. Which target groups of (potential) learners are especially important in ALE policies in your country? Check up to five groups. [Long-term unemployed people]</p> | <p>Not selected</p> |

| | |
|--|--------------|
| 2.2. Which target groups of (potential) learners are especially important in ALE policies in your country? Check up to five groups. [Adults living with disabilities] | Not selected |
| 2.2. Which target groups of (potential) learners are especially important in ALE policies in your country? Check up to five groups. [Residents of rural or sparsely populated areas] | Not selected |
| 2.2. Which target groups of (potential) learners are especially important in ALE policies in your country? Check up to five groups. [Parents and families] | Not selected |
| 2.2. Which target groups of (potential) learners are especially important in ALE policies in your country? Check up to five groups. [Lone or single parents] | Not selected |
| 2.2. Which target groups of (potential) learners are especially important in ALE policies in your country? Check up to five groups. [Senior citizens/retired people (third-age education)] | Not selected |
| 2.2. Which target groups of (potential) learners are especially important in ALE policies in your country? Check up to five groups. [Young persons not in education, employment or training] | Yes |
| 2.2. Which target groups of (potential) learners are especially important in ALE policies in your country? Check up to five groups. [Migrants and refugees from other countries] | Yes |

| | |
|--|--|
| 2.2. Which target groups of (potential) learners are especially important in ALE policies in your country? Check up to five groups. [Minority ethnic, linguistic or religious minorities and indigenous peoples] | Not selected |
| 2.3. Does your country have a policy framework to recognize, validate and accredit non-formal and informal learning? | Yes, a policy framework existed before 2009 |
| 2.4. Since 2009, has your country enacted any important new policies with respect to ALE? | Yes |
| 2.4.1. Provide the name of the policy, the year of adoption and if possible a link to the document. | - Politiques régionales de formation dans le cadre des décrets concernant les parcours d'accueil des primo-arrivants- Intégration de la dimension d'E-learning chez l'ensemble des opérateurs de formation et d'éducation des adultes- Nouvelles politiques en matière de gouvernance et de monitoring pour les dispositifs d'éducation formelle et d'éducation non formelle |
| 3.1. Which of these statements apply to your country? Since 2009, the governance of ALE has ... [increased stakeholder participation] | agree |
| 3.1. Which of these statements apply to your country? Since 2009, the governance of ALE has ... [developed more effective monitoring and evaluation systems] | agree |
| 3.1. Which of these statements apply to your country? Since 2009, the governance of ALE has ... [introduced better coordination arrangements] | agree |
| 3.1. Which of these statements apply to your country? Since 2009, the governance of ALE has ... [become more decentralized] | disagree |

| | |
|--|--|
| <p>3.1. Which of these statements apply to your country? Since 2009, the governance of ALE has ... [strengthened capacity-building initiatives]</p> | <p>agree</p> |
| <p>3.1. Which of these statements apply to your country? Since 2009, the governance of ALE has ... [strengthened inter-ministerial cooperation]</p> | <p>agree</p> |
| <p>3.2. Since 2009, has your government consulted stakeholders and civil society about the formulation, implementation and evaluation of ALE policies?</p> | <p>Yes</p> |
| <p>3.2.1. Describe how the government consults on ALE policy.</p> | <p>1. Pour l'éducation non formelle et informelle, il y a des Task Forces au niveau des deux Régions et de la Fédération Wallonie-Bruxelles ainsi que des représentants des cabinets ministériels ou des commissaires au Gouvernement siègent dans les comités de gestion des opérateurs de formation professionnelle et de validation des compétences2. Pour l'éducation formelle, dans le cadre de l'enseignement de Promotion sociale, il existe différentes instances qui réunissent des représentants des réseaux d'enseignement de Promotion sociale, de l'Administration et du Cabinet en charge de cette matière, notamment pour le pilotage de l'enseignement de Promotion sociale, pour le pilotage des actions enseignement d'alphabétisation ainsi qu'un groupe de travail en charge des textes légistiques pour l'EPS3. Pour l'alphabétisation, le Comité de pilotage intrafrancophone transversal COCOF-Wallonie-Fédération Wallonie-Bruxelles est une instance de concertation et de dialogue où siègent des représentants du secteur de l'éducation non formelle, des représentants des Cabinets ministériels et des Administrations ainsi que des experts. Le rôle du Comité de pilotage Alpha est de relayer ses constats vers la Conférence interministérielle sur l'alphabétisation des adultes.</p> |
| <p>3.3. Has there been any significant innovation/development in ALE governance in your country since 2009 that could be of interest to other countries?</p> | <p>Yes</p> |

| | |
|---|--|
| <p>3.3.1. Give details here. Provide sources and hyperlinks (URLs) if possible.</p> | <p>Depuis 2009, plusieurs dispositifs transversaux de concertation sont mis en place. Ils traduisent la volonté de concertation et de coordination des autorités dans un contexte institutionnel fédéral où l'articulation des différents dispositifs est une nécessité. • Mise en place de dispositifs Bassins EFE (Enseignement qualifiant-Formation-Emploi) créés en 2014 et mis en place au cours de l'année 2015. Les différentes Entités ont adopté les décrets portant assentiment de l'Accord de coopération qui concerne la formation professionnelle : ▪ en Wallonie, décret adopté le 24 avril 2014 et publié au Moniteur belge en date du 25 juin 2014 , ▪ pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, décret adopté le 11 avril 2014 et publié au Moniteur belge en date du 28 août 2014, ▪ pour la COCOF, décret adopté le 24 avril 2014 et publié au Moniteur belge en date du 12 novembre 2014. • Mise en œuvre et le développement du système de validation des compétences ainsi que l'augmentation du nombre de centres de validation des compétences : depuis 2009 : mise en œuvre d'approches complémentaires de processus validation en et par entreprise ainsi que via la validation sur dossier sur base des acquis de la personne. • Mise en place du SFMQ (service francophone des métiers et des qualifications) : instance qui produit les référentiels de compétences pour l'éducation formelle- informelle et non formelle • Mise en place de l'OFFA (Organisme de Formation en alternance) • Mise en place de l'ARES (Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur) Depuis 2009, de nouvelles politiques visant la formation des adultes ont vu le jour : • Mise en place par les Autorités régionales de politiques d'accueil des primo-arrivants à Bruxelles (Décret du 5 juillet 2013) et en Wallonie (Décret du 27 mars 2014) est en cours. Ces politiques prévoient des modules d'acquisition du français et des modules de citoyenneté pour faciliter l'insertion de ces personnes d'origine étrangère.</p> |
| <p>4.1. What percentage of public education spending currently goes to ALE?</p> | |
| <p>4.2. Between 2009 and 2014, public spending on ALE as a proportion of public education spending in my country has</p> | |
| <p>4.3. Does the government plan to increase or decrease spending on ALE?</p> | |
| <p>4.4. Has your government introduced any significant innovation in ALE financing since 2009 that could be of interest to other countries?</p> | <p>Yes</p> |
| <p>4.4.1. Give details and provide references where appropriate and URL link if possible.</p> | <p>- Plan Marshall 4.0 : • Wallangues (plateforme gratuite d'apprentissage des langues pour tous les wallons) ; • Développement des bassins de vie (collaborations entre l'ensemble des acteurs du monde de l'enseignement qualifiant, de la formation professionnelle et de l'emploi) ; • Centres de technologies avancées (1ères formations en 2010, 23 centres en Région wallonne) ; • Plan langues du Forem : bourses BRIC et stages en entreprises à</p> |

| | |
|--|--|
| | l'étranger • Formation continue de l'IFAPME ; • Nouvelles formations de l'IFAPME (par exemple la formation « Comptable passerelle Bachelor », «la formation « Agents de fabrication du secteur alimentaire, etc.) ; • Toutes les formations COEN-FADDE d'encadrement du personnel.- Alliance Emploi-Formation à Bruxelles |
| 5.1. Since 2009 and for the adult population overall, the participation rate (%) in ALE has... | Stayed about the same |
| 5.1.1. Insert the overall ALE participation rate (%) for the most recent year available [Participation rate (%)] | |
| 5.1.1. Insert the overall ALE participation rate (%) for the most recent year available [Reference year] | |
| 5.1.1. Insert the overall ALE participation rate (%) for the most recent year available [Reference age group] | |
| 5.1.1. Insert the overall ALE participation rate (%) for the most recent year available [Definition of 'participation'] | |
| 5.1.1. Insert the overall ALE participation rate (%) for the most recent year available [Data source with URL] | |
| 5.2. What differences are there between women and men in terms of their participation rates (%) in ALE programmes? [Overall] | |
| 5.2. What differences are there between women and men in terms of their participation rates (%) in ALE programmes? [General education] | |
| 5.2. What differences are there between women and men in terms of their participation rates (%) in ALE programmes? [Technical and Vocational education and training (TVET)] | |

| | |
|---|------------------------|
| 5.2. What differences are there between women and men in terms of their participation rates (%) in ALE programmes? [Literacy] | Women participate more |
| 5.2. What differences are there between women and men in terms of their participation rates (%) in ALE programmes? [Non-formal and informal education] | Women participate more |
| 5.3. For each of the following groups, how has ALE participation since 2009 changed? [Migrants and refugees from other countries] | |
| 5.3. For each of the following groups, how has ALE participation since 2009 changed? [All those seeking recognition for prior learning (especially non-formally and informally acquired)] | increased |
| 5.3. For each of the following groups, how has ALE participation since 2009 changed? [Adults with low-level literacy and basic skills] | increased |
| 5.3. For each of the following groups, how has ALE participation since 2009 changed? [Minority ethnic, linguistic and religious minorities and indigenous peoples] | |
| 5.3. For each of the following groups, how has ALE participation since 2009 changed? [Senior citizens/the retired (Third Age Education)] | |
| 5.3. For each of the following groups, how has ALE participation since 2009 changed? [The long-term unemployed] | |

| | |
|--|--------------|
| 5.3. For each of the following groups, how has ALE participation since 2009 changed? [Adults living with disability] | |
| 5.3. For each of the following groups, how has ALE participation since 2009 changed? [Young persons not in education, employment and training] | |
| 5.3. For each of the following groups, how has ALE participation since 2009 changed?[Residents of rural and remote areas] | |
| 5.3. For each of the following groups, how has ALE participation since 2009 changed? [Workers in low-skill, low-wage and precarious employment] | |
| 5.4. Has your government introduced any significant innovation in ALE to improve access and participation since 2009 that could be of interest to other countries? | No |
| 5.4.1. Give details. Provide sources and URL link if possible. Also include references to recent surveys or major studies of ALE participation in your country published since 2009. | |
| 6.1. Does your country systematically collect information about the following ALE outcomes? [Completion rates] | Not selected |
| 6.1. Does your country systematically collect information about the following ALE outcomes? [Certificates or qualifications issued] | Not selected |

| | |
|---|------------------------------|
| 6.1. Does your country systematically collect information about the following ALE outcomes? [Employment outcomes (or labour market outcomes)] | Not selected |
| 6.1. Does your country systematically collect information about the following ALE outcomes? [Social outcomes in the areas of health and well-being, community cohesion] | Not selected |
| 6.1. Does your country systematically collect information about the following ALE outcomes? [None of these – this information is not systematically available] | Yes |
| 6.1. Does your country systematically collect information about the following ALE outcomes? [Other] | |
| 6.2. Are there initial, pre-service education and training programmes for ALE teachers/facilitators in your country? | Yes |
| 6.3. Are initial, pre-service qualifications a requirement to teach in ALE programmes? | Yes, in some cases |
| 6.4. Are there continuing, in-service education and training programmes for adult education teachers/facilitators in your country? | Yes, but inadequate capacity |
| 6.5. Since 2009, have there been any substantial analyses of the following issues in your country? [Learning outcomes of ALE] | Not selected |
| 6.5. Since 2009, have there been any substantial analyses of the following issues in your country? [Quality criteria for teaching and | Yes |

| | |
|--|---|
| learning, e.g. curricula and methods] | |
| 6.5. Since 2009, have there been any substantial analyses of the following issues in your country? [Diversity of providers] | Yes |
| 6.5. Since 2009, have there been any substantial analyses of the following issues in your country? [Impact of new technologies on ALE] | Not selected |
| 6.5. Since 2009, have there been any substantial analyses of the following issues in your country? [Equity issues in ALE] | Not selected |
| 6.5. Since 2009, have there been any substantial analyses of the following issues in your country? [Barriers to ALE participation and provision] | Not selected |
| 6.5. Since 2009, have there been any substantial analyses of the following issues in your country? [Other issues] | Yes |
| 6.5.1. Give references and URL link(s). | - Etats des lieux de l'alphabétisation : www.alpha-fle.be - Etude du Girsef sur l'évaluation des politiques d'alphabétisation : www.alpha-fle.be - Etude de Thomas Lemaigre - CEF |
| 6.6. Has your government introduced any significant innovation regarding the quality of ALE since 2009 that could be of interest to other countries? | Yes |
| 6.6.1. Give details and provide sources and URL links if possible. | - Intégration de la dimension d'E-learning chez l'ensemble des opérateurs de formation et d'éducation des adultes- ARES- Elargissement du système de validation des compétences et augmentation du nombre de centres de validation des compétences : depuis 2009, mise en œuvre en et par entreprise et la validation sur dossier sur base des acquis de la personne.- Le SFMQ (service francophone des métiers et des qualifications) : instance qui produit les référentiels de compétence pour l'éducation formelle- informelle et non formelle- l'OFFA (Organisme de Formation en alternance) |

| | |
|--|--------------|
| Since 2009, how much has the knowledge base on the benefits of ALE for the following areas improved for policymakers, researchers and practitioners? [Health and well-being] | |
| Since 2009, how much has the knowledge base on the benefits of ALE for the following areas improved for policymakers, researchers and practitioners? [Society and community] | |
| Since 2009, how much has the knowledge base on the benefits of ALE for the following areas improved for policymakers, researchers and practitioners? [Employment and labour market outcomes] | |
| 7.1. Indicate the extent to which your country's ALE policy and practice [Recognizes the contribution ALE can make to personal health and well-being] | |
| 7.1. Indicate the extent to which your country's ALE policy and practice [Follows the World Health Organization's holistic approach, including mental as well as physical health] | |
| 7.1.1. Explain your response here. | |
| 7.2. Do you have evidence to show that in your country, ALE has a positive impact on: [Competencies needed for health, including knowledge, attitudes, skills and values needed for prevention, accessing treatment, etc.] | Not selected |
| 7.2. Do you have evidence to show that in your country, ALE has a | Not selected |

| | |
|---|--------------|
| positive impact on: [Self-reported health] | |
| 7.2. Do you have evidence to show that in your country, ALE has a positive impact on: [Maternal health] | Not selected |
| 7.2. Do you have evidence to show that in your country, ALE has a positive impact on: [Mental health and well-being (such as self-efficacy)] | Not selected |
| 7.2. Do you have evidence to show that in your country, ALE has a positive impact on: [Preventing, but also living with, HIV/AIDS and its social consequences] | Not selected |
| 7.2. Do you have evidence to show that in your country, ALE has a positive impact on: [Prevention and control of other infectious diseases, including epidemics (such as SARS, cholera, hepatitis)] | Not selected |
| 7.2. Do you have evidence to show that in your country, ALE has a positive impact on: [Sexual and reproductive health] | Not selected |
| 7.2. Do you have evidence to show that in your country, ALE has a positive impact on: [Preventing, but also living with, chronic illnesses (such as diabetes, heart disease, Alzheimer's)] | Not selected |
| 7.2. Do you have evidence to show that in your country, ALE has a positive impact on: [Healthy lifestyles (such as diet, exercise, stress reduction)] | Not selected |

| | |
|---|--------------|
| 7.2. Do you have evidence to show that in your country, ALE has a positive impact on: [Making the local environment more healthy (e.g. through community action)] | Not selected |
| 7.2. Do you have evidence to show that in your country, ALE has a positive impact on: [None of the above, but there is evidence that ALE has a positive impact on other aspects of health] | Not selected |
| 7.2. Do you have evidence to show that in your country, ALE has a positive impact on: [No evidence at all for any aspect] | Not selected |
| 7.2.1. Please provide your sources. | |
| 7.3. For your country, indicate how important the following are as factors influencing the effectiveness of ALE for health and well-being: [Illiteracy] | |
| 7.3. For your country, indicate how important the following are as factors influencing the effectiveness of ALE for health and well-being: [Household income inequalities] | |
| 7.3. For your country, indicate how important the following are as factors influencing the effectiveness of ALE for health and well-being: [Poor quality of pedagogy, training materials, staff training and capacity] | |
| 7.3. For your country, indicate how important the following are as factors influencing the effectiveness of ALE for health and well-being: [Lack of access to information on ALE programmes] | |

| | |
|---|---------------------------------------|
| 7.3. For your country, indicate how important the following are as factors influencing the effectiveness of ALE for health and well-being: [Poor interdepartmental or inter-sectoral collaboration] | |
| 7.3. For your country, indicate how important the following are as factors influencing the effectiveness of ALE for health and well-being: [Community resistance] | |
| 7.3. For your country, indicate how important the following are as factors influencing the effectiveness of ALE for health and well-being: [Inadequate or misdirected funding] | |
| 7.4. How far do different stakeholders (public education agencies, public health agencies, NGOs, private providers, etc.) collaborate in the design and delivery of ALE programmes in your country? | Not much, but to an increasing extent |
| 7.5. Does your country have an interdepartmental or cross-sectoral coordinating body for ALE for promoting personal health and well-being? | No |
| [Name of coordinating body:] | |
| [Briefly describe its mandate and activities:] | |
| 8.1. Do you have evidence to show that ALE has a positive impact on the following issues? [Participation in social, civic and political activities] | Yes |
| 8.1. Do you have evidence to show that ALE has a positive impact on the following issues? [Social trust] | Yes |

| | |
|---|---|
| 8.1. Do you have evidence to show that ALE has a positive impact on the following issues? [Social integration/inclusion] | Yes |
| 8.1. Do you have evidence to show that ALE has a positive impact on the following issues? [Diversity tolerance] | Yes |
| 8.1.1. Give sources for checked options. | Dans le cadre des activités d'éducation non formelle, notamment en Education permanente, des groupes de réflexion et d'expression liés à des enjeux de citoyenneté et d'émancipation donnent la parole aux apprenants et facilitent leur participation à la vie sociale, à la tolérance et à la diversité. Dans le cadre de l'évaluation des dispositifs d'Education permanente et de l'évaluation des Plans de Cohésion sociale, Lire et Ecrire a réalisé une étude sur l'impact qualitatif des actions de formation sur son public en alphabétisation. Voir 6e Etat des lieux de l'alphabétisation des adultes : www.alpha-FLE.be |
| 8.2. To what extent are the following dimensions important for ALE policy in your country? [Non-economic outcomes and benefits for individuals (such as personal development, quality of life, well-being and social and cultural participation)] | to a large extent |
| 8.2. To what extent are the following dimensions important for ALE policy in your country? [Non-economic outcomes and benefits for collective and civil society (such as positive and trustful social relations, active and sustainable communities, and social integration)] | to a large extent |
| 8.2. To what extent are the following dimensions important for ALE policy in your country? [Economic returns for individuals, communities and society (such as employability, innovation capacity, financial autonomy, living standards, skills levels improvement and | to a large extent |

| | |
|--|-------------------|
| structural labour market evolution)] | |
| 8.3. To what extent do literacy and basic skills programmes contribute to strengthening the following cultural and social resources in your country? [Multilingualism and cultural diversity] | to a large extent |
| 8.3. To what extent do literacy and basic skills programmes contribute to strengthening the following cultural and social resources in your country? [Increased access to education, literature, the arts and cultural heritage] | to a large extent |
| 8.3. To what extent do literacy and basic skills programmes contribute to strengthening the following cultural and social resources in your country? [Environmental sustainability in local communities] | to a large extent |
| 8.3. To what extent do literacy and basic skills programmes contribute to strengthening the following cultural and social resources in your country? [Active citizenship and political and community participation] | to a large extent |
| 8.3. To what extent do literacy and basic skills programmes contribute to strengthening the following cultural and social resources in your country? [Community solidarity and social justice] | to a large extent |

| | |
|---|-----------------------------------|
| 8.3. To what extent do literacy and basic skills programmes contribute to strengthening the following cultural and social resources in your country? [Democratic values and peaceful co-existence] | to a large extent |
| 8.3. To what extent do literacy and basic skills programmes contribute to strengthening the following cultural and social resources in your country? [Other] | to a large extent |
| 8.3.1. Please specify | re)qualification et employabilité |
| 8.4. To what extent do ALE programmes in general contribute to strengthening the following cultural and social resources in your country? [Multilingualism and cultural diversity] | |
| 8.4. To what extent do ALE programmes in general contribute to strengthening the following cultural and social resources in your country? [Increased access to education, literature, the arts and cultural heritage] | |
| 8.4. To what extent do ALE programmes in general contribute to strengthening the following cultural and social resources in your country? [Environmental sustainability in local communities] | |
| 8.4. To what extent do ALE programmes in general contribute to strengthening the following cultural and social resources in your country? [Active citizenship and political and community participation] | |

| | |
|---|-------------------|
| <p>8.4. To what extent do ALE programmes in general contribute to strengthening the following cultural and social resources in your country? [Community solidarity and social justice]</p> | |
| <p>8.4. To what extent do ALE programmes in general contribute to strengthening the following cultural and social resources in your country? [Democratic values and peaceful co-existence]</p> | |
| <p>8.4. To what extent do ALE programmes in general contribute to strengthening the following cultural and social resources in your country? [None of these – adult learning and education programmes mostly have other purposes]</p> | to a large extent |
| <p>8.4. To what extent do ALE programmes in general contribute to strengthening the following cultural and social resources in your country? [Other]</p> | |
| <p>8.5. How far does the statement below reflect the policy approach in your country? Youth and adult literacy and basic skills programmes are not directed towards social and cultural development – they teach people to read, write and deal with numbers.</p> | not at all |
| <p>8.6. To what extent do your country's ALE programmes include provisions for the development of the following cultural resources? [Arts and crafts]</p> | a lot |

| | |
|---|--------------|
| 8.6. To what extent do your country's ALE programmes include provisions for the development of the following cultural resources? [Cultural rituals and traditional knowledge systems] | |
| 8.6. To what extent do your country's ALE programmes include provisions for the development of the following cultural resources? [Spirituality] | |
| 8.6. To what extent do your country's ALE programmes include provisions for the development of the following cultural resources? [Ecology and the environment] | a lot |
| 8.6. To what extent do your country's ALE programmes include provisions for the development of the following cultural resources? [Sports] | a lot |
| 8.6. To what extent do your country's ALE programmes include provisions for the development of the following cultural resources? [Dance and theatre] | a lot |
| Groups that are the hardest to reach with ALE programmes? [Refugees] | Not selected |
| (a) the hardest to reach with ALE programmes [Those with no valid residency documents (sans-papiers)] | Yes |
| (a) the hardest to reach with ALE programmes [Residents of rural or remote areas] | Yes |
| (a) the hardest to reach with ALE programmes [Residents of institutions (prisons, hospitals, etc.)] | Yes |

| | |
|--|--------------|
| (a) the hardest to reach with ALE programmes [Members of cultural, ethnic, linguistic and religious minority groups and indigenous peoples] | Not selected |
| (a) the hardest to reach with ALE programmes [Migrants (not refugees) and their families] | Not selected |
| (a) the hardest to reach with ALE programmes [People living with chronic illnesses or disabilities] | Not selected |
| (a) the hardest to reach with ALE programmes [Senior citizens (as defined in your country)] | Not selected |
| (a) the hardest to reach with ALE programmes [Other] | |
| Groups where ALE programmes have had some success [Refugees] | Yes |
| (b) groups where ALE programmes have had some success [Those with no valid residency documents (sans-papiers)] | Not selected |
| (b) groups where ALE programmes have had some success [Residents of rural or remote areas] | Not selected |
| (b) groups where ALE programmes have had some success [Residents of institutions (prisons, hospitals, etc.)] | Not selected |
| (b) groups where ALE programmes have had some success [Members of cultural, ethnic, linguistic and religious minority groups and indigenous peoples] | Not selected |
| (b) groups where ALE programmes have had some success [Migrants (not refugees) and their families] | Yes |
| (b) groups where ALE programmes have had some success [People | Not selected |

| | |
|---|--------------|
| living with chronic illnesses or disabilities] | |
| (b) groups where ALE programmes have had some success [Senior citizens (as defined in your country)] | Yes |
| (b) groups where ALE programmes have had some success [Other] | |
| 9.1. Do you have evidence to show that in your country, ALE has a positive impact on the following? [Company/organization success (in terms of profitability, efficiency, quality of service, etc.)] | Not selected |
| 9.1. Do you have evidence to show that in your country, ALE has a positive impact on the following? [Innovative capacity] | Not selected |
| 9.1. Do you have evidence to show that in your country, ALE has a positive impact on the following? [Adaptability to change] | Not selected |
| 9.1. Do you have evidence to show that in your country, ALE has a positive impact on the following? [Inclusiveness in respect of disadvantaged groups (e.g. disabled, older workers)] | Not selected |
| 9.1.1. Provide sources for the selected options. | |
| 9.2. Do you have evidence for the impact of ALE on the following individual issues? [Employability (entry into labour market, remaining in employment)] | |
| 9.2. Do you have evidence for the impact of ALE on the following individual issues? [Performance in current job (individual | |

| | |
|---|---|
| productivity, quality of work, achievement)] | |
| 9.2. Do you have evidence for the impact of ALE on the following individual issues? [Career prospects] | |
| 9.2. Do you have evidence for the impact of ALE on the following individual issues? [Employee salary levels] | |
| 9.2. Do you have evidence for the impact of ALE on the following individual issues? [Job satisfaction, motivation and commitment to work] | |
| 9.2. Do you have evidence for the impact of ALE on the following individual issues? [Continuing professional and skills development leading to recognized certification or qualification] | |
| 9.2.1. Provide sources for the selected options. | Il est difficile d'évaluer l'impact des formations, sauf peut-être par le biais d'enquêtes qualitatives se basant sur les déclarations des apprenants (confiance en soi améliorée menant à une reprise de recherche d'emploi, accès à des promotions professionnelles, etc.). Il reste cependant difficile de cerner les facteurs – ou la combinaison de facteurs - qui ont influencé les résultats. Citons à titre d'exemple l'état des lieux intitulé « Evaluation par les apprenants de l'impact des actions d'alphabétisation menées par Lire et Ecrire dans le cadre du plan de cohésion sociale » (6ème exercice, chapitre3, point3). |
| 9.3. How strongly do ALE policymakers perceive the effects of the following kinds of ALE provision on productivity in your country? [Literacy and basic skills] | |
| 9.3. How strongly do ALE policymakers perceive the effects of the following kinds of ALE provision on employment in your country? [Literacy and basic skills] | Modest |

| | |
|--|---------------|
| <p>9.3. How strongly do ALE policymakers perceive the effects of the following kinds of ALE provision on productivity in your country? [Initial vocational education and training]</p> | |
| <p>9.3. How strongly do ALE policymakers perceive the effects of the following kinds of ALE provision on employment in your country? [Initial vocational education and training] [Scale 2]</p> | <p>Modest</p> |
| <p>9.3. How strongly do ALE policymakers perceive the effects of the following kinds of ALE provision on productivity in your country? [Continuing vocational education and training]</p> | |
| <p>9.3. How strongly do ALE policymakers perceive the effects of the following kinds of ALE provision on employment in your country? [Continuing vocational education and training]</p> | |
| <p>9.3. How strongly do ALE policymakers perceive the effects of the following kinds of ALE provision on productivity in your country? [Informal workplace learning]</p> | |
| <p>9.3. How strongly do ALE policymakers perceive the effects of the following kinds of ALE provision on employment in your country? [Informal workplace learning]</p> | |
| <p>9.3. How strongly do ALE policymakers perceive the effects of the following kinds of ALE provision on productivity in your</p> | |

| | |
|--|--|
| country? [Company training] | |
| 9.3. How strongly do ALE policymakers perceive the effects of the following kinds of ALE provision on employment in your country? [Company training] | |
| 9.3. How strongly do ALE policymakers perceive the effects of the following kinds of ALE provision on productivity in your country? [Self-directed learning] | |
| 9.3. How strongly do ALE policymakers perceive the effects of the following kinds of ALE provision on employment in your country? [Self-directed learning] | |
| 9.3. How strongly do ALE policymakers perceive the effects of the following kinds of ALE provision on productivity in your country? [Advanced professional education] | |
| 9.3. How strongly do ALE policymakers perceive the effects of the following kinds of ALE provision on productivity and employment in your country? [Advanced professional education] | |
| 9.3. How strongly do ALE policymakers perceive the effects of the following kinds of ALE provision on productivity in your country? [Distance education and e-learning] | |

| | |
|--|--|
| <p>9.3. How strongly do ALE policymakers perceive the effects of the following kinds of ALE provision on employment in your country? [Distance education and e-learning]</p> | |
| <p>9.4. Since 2009, have there been any major surveys or studies in your country that assess the outcomes or results of ALE programmes for employment and the labour market?</p> | <p>Yes</p> |
| <p>9.4.1. Give details and provide references and URL links if possible.</p> | <p>1. Rapport très complet réalisé en 2010 par COMASE et intitulé « Evaluation du secteur des entreprises de formation par le travail (EFT) et des organismes d'insertion socioprofessionnelle (OISP) ».Ce rapport contient notamment les offres de formation, les contraintes du secteur et la structure des réseaux ;L'asbl « Interfédé » réalise tous les 2 ans une radioscopie thématique. Elle a par exemple réalisé une étude sur les stagiaires (2008-2010-2012). Les rapports réalisés dans ce cadre se veulent être des bilans statistiques qui permettent de mieux connaître le volume global des heures de formation fournies par le secteur, la distribution de ces heures de formation en rapport avec les filières de formation, le nombre de stagiaires par filière et surtout l'évolution de ces données dans le temps.http://www.interfedede.be/siteprovisoire/?page_id=55</p> |